

(Accès aux marchés:) en matière de concurrence qui n'avance pas, recule

04.12.2017

D'un coup d'oeil

L'importance de l'accès aux marchés internationaux pour la prospérité de la Suisse est allée croissant ces dernières années. Face à l'absence d'impulsion, qui s'observe depuis plusieurs années, de la part de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en faveur de l'ouverture des marchés, la Suisse a joué la carte des accords de libre-échange. Avec un beau succès. Pour l'inscrire dans la durée, la Suisse doit conclure de nouveaux accords et, simultanément, chercher à améliorer les accords existants.

De tous les pays du monde, la Suisse affiche l'une des plus belles santés à l'exportation. Grâce à l'innovation et à la qualité, à l'excellence de sa main-d'œuvre et à des conditions-cadre favorables. Au niveau des conditions-cadre, pourtant, il devient nécessaire d'agir.

L'économie extérieure de la Suisse affiche une santé éclatante

Premier constat qui s'impose à la lumière des indicateurs : notre économie extérieure fait preuve de dynamisme. En 2016, les exportations de biens et services de 24 000 entreprises exportatrices suisses environ ont largement dépassé la barre des 400 milliards de francs.

Avec 1120 milliards de francs d'investissements directs à l'étranger, la Suisse est le neuvième plus grand investisseur direct du monde. De leur côté, les entreprises étrangères ont investi pour 833 millions de francs en Suisse. Actuellement, elles emploient environ 500 000 personnes dans notre pays.

Deuxième constat : la Suisse occupe une forte position dans les exportations de produits de haute technologie. Elle détient dans ce segment 1,9% du marché mondial. Par comparaison, la part de marché de toute l'UE atteint près de 15%. Nos PME sont également de plus en plus orientées vers l'étranger. Sur les 5000 entreprises, selon une estimation, avec des ateliers de production à l'étranger, entre 70% et 80% seraient des PME. La Suisse compte donc de plus en plus de PME qui investissent à l'étranger à proximité immédiate de leurs clients. Il s'agit d'une valeur record en comparaison internationale.

Troisième constat : la division internationale du travail s'affine de plus en plus. Si le gros des échanges il y a 25 ans était constitué de produits finis et de matières premières, il se compose aujourd'hui de plus en plus de produits intermédiaires (ou composants). Ceux-ci représentent actuellement près de la moitié de tous les biens à l'importation et à l'exportation. Des chaînes internationales de création de valeur ont vu le jour et de nombreux produits finis contiennent des pièces et des services suisses. Cette évolution ouvre de nouveaux débouchés à l'étranger pour des entreprises suisses spécialisées.

Un meilleur accès aux marchés grâce aux accords de libre-échange

Ces trois évolutions signifient que de plus en plus d'entreprises, et donc d'emplois, dépendent directement de l'accès aux marchés internationaux. C'est précisément là que de grands efforts doivent être fournis pour maintenir la situation actuelle. Les cycles de négociations de l'OMC pour faciliter l'accès aux marchés sont enlisés depuis des années. Le protectionnisme ne cesse parallèlement de progresser depuis 2008. L'accord déjà négocié de partenariat transpacifique n'a pas été ratifié par les États-Unis et les négociations en vue d'un accord de libre-échange transatlantique (TTIP) ont été suspendues. Comment la Suisse réagit-elle? Grâce à une bonne diplomatie économique, elle a pu améliorer son accès aux marchés en concluant des accords de libre-échange avec des partenaires acquis eux aussi au libre-échange.

Dans ce domaine surtout, une absence d'avancée est synonyme de recul. Car d'autres nations poursuivent une stratégie identique. C'est particulièrement

frappant dans le cas du Mercosur: depuis cet été, la Suisse est en négociation avec les pays de ce marché commun. Mais l'UE la devance. Les cycles de négociations entre l'UE et le Mercosur s'enchaînent à un rythme tel que les deux parties déclarent toutes deux être entrées dans la phase finale des négociations. Du fait des droits de douane encore relativement élevés prélevés par les pays du Mercosur, l'économie extérieure suisse serait désavantagée si le Mercosur concluait un accord de libre-échange avec l'UE mais pas avec la Suisse. Notre compétitivité serait gravement mise à mal sur la scène internationale. Il est urgent d'accélérer les négociations pour limiter le handicap concurrentiel qui menace nos entreprises exportatrices. Si un temps précieux se perd par faute de souplesse en Suisse, notre place économique en payera tôt ou tard le prix.

Mais il ne faut pas seulement conclure de nouveaux accords de libre-échange. Il faut aussi actualiser régulièrement les accords existants. Plus notre dispositif d'accords sera important, plus ce travail sera crucial. De nouveaux thèmes sont à intégrer, des barrières superflues doivent tomber. Pour la Suisse, l'enjeu est énorme.